



Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement Issa Bakary Tchiroma s'est prononcé sur la conférence générale anglophone initiée par le Cardinal Christian Tumi.

Lire l'intégralité de l'interview :

Monsieur le ministre, comment le gouvernement accueille-t-il la proposition de Mgr Tumi et d'autres leaders religieux d'organiser une conférence générale en vue de mettre fin à la situation qui prévaut dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ?

Merci de me donner l'opportunité de m'adresser à votre lectorat à la suite de la publication du communiqué des religieux. En effet, le président de la République, chef de l'Etat a toujours privilégié le dialogue. C'est pour cela qu'il a mis en place plusieurs Commissions, dont celle présidée par le Premier ministre, chef du gouvernement. C'est pourquoi, au nom du gouvernement, je dis que toute initiative, d'où qu'elle vienne et qui vise à démêler cet écheveau, à parvenir à une paix durable est la bienvenue.

Aujourd'hui, nous avons les chefs traditionnels et la société civile qui s'y emploient. Nous avons toute la Nation qui fait preuve d'un sursaut de solidarité, de compassion, d'empathie vis-à-vis de nos frères et sœurs des deux régions qui sont victimes de cette agression violente et barbare de la part des terroristes. Et d'ailleurs, l'immense majorité de nos frères et sœurs dans

ces deux régions rejette catégoriquement ce diktat des sécessionnistes qui sont des marionnettes entre les mains des manipulateurs et autres pouvoirs occultes. Une manière de dire que toutes les initiatives qui confortent l'héritage que nous ont légués nos Pères fondateurs, qui respectent la Constitution et les lois de notre pays sont les bienvenues.

On constate quand même qu'il y a des préalables à l'organisation de cette rencontre ?

En effet, nous constatons que cette proposition est assortie de préalables. Tout en leur reconnaissant respect et considération, eu égard à leurs missions sacerdotales, nous ne pensons pas, avec humilité, qu'il leur soit échu en partage, de prescrire au gouvernement le retrait de nos forces de défense et de sécurité de ces régions victimes de terrorisme.

En effet, sans la présence de ces forces, ces terroristes auraient tout détruit, auraient hissé leur drapeau partout où ils en auraient convenance. Ils reprochent à nos forces d'accomplir leurs missions, celle de protéger l'intégrité territoriale, celle de protéger les institutions, celle de garantir la libre circulation des hommes et des biens, celle de se porter garants de la jouissance des privilèges constitutionnels reconnus à chaque citoyen, celle de permettre aux élèves et aux étudiants d'aller à l'école.

Comment peut-on donc demander à une telle armée de baisser la garde alors que nous pensons que les auteurs de cette proposition ne sont pas en mesure de dire où sont basés les insurgés armés, où se trouvent leurs camps d'entraînement, où se trouvent leurs munitions et qui ils sont en vérité ? Et qu'à la limite, leur appel et suggestions seraient entendus ? Quelles garanties peuvent-ils donner au gouvernement de ce que leur initiative trouverait l'assentiment de tous ces groupes armés qui prospèrent en prenant des otages et en réclamant des rançons ? Et depuis quand impose-t-on des préalables à un Etat légal et légitime qui lutte contre une insurrection armée ? Comment peut-on demander de libérer des commanditaires et des criminels qui ont perpétré des assassinats, brûlé des écoles... ? Faut-il rappeler que dans un Etat de droit, l'impunité n'est pas la règle ? Tous ceux qui seront reconnus coupables des faits qui leur sont reprochés par la Justice de la République, en subiront les conséquences, conformément à la Loi.

Est-ce à dire que le gouvernement rejette totalement l'idée de cette Conférence générale?

Je voudrais à cet effet dire que le gouvernement est comptable et responsable devant la Nation et le Monde. Or tel n'est pas le cas de ceux qui, n'étant pas en possession de toutes les informations factuelles à partir desquelles le gouvernement agit, ne connaissent pas la complexité de cette problématique.

Le dialogue, OUI. Mais il ne faudrait pas que le remède soit pire que la maladie. Le gouvernement reste ouvert à toutes les initiatives, comme je l'ai dit à l'entame de notre entretien. Ne voyez donc pas à partir de mon propos, un rejet. Je vous remercie